

Papouasie occidentale

Victor Kaisiëpo

En 2007 l'Indonésie a manifesté peu de bonne volonté pour mettre sérieusement en application la *Loi d'Autonomie Spéciale* de 2001. Avec le décret N°. 5/2007, l'administration actuelle du Président Yudhoyono a une fois de plus contourné l'administration papoue en plaçant le développement économique papou sous la responsabilité de onze ministres du gouvernement central. Ce changement est la marque d'une recentralisation. Pourtant, 2007 a aussi été l'année d'une consolidation des forces papoues.

Des forêts pour la vie

Le gouverneur Barnabas Suebu, élu démocratiquement en 2006, a observé que « *Les Papous ont d'abondantes ressources naturelles et pourtant ils sont devenus pauvres sur leurs propres terres.* » Il a engagé une politique de développement conduite par les autochtones, différente de celle du Programme des Nations Unies centrée sur eux. Cette politique vise à améliorer la capacité des Papous à planifier et à gérer les institutions et l'appareil d'Etat, pour leur permettre d'assurer des rôles clés dans le développement et prendre en compte les besoins et les capacités de ceux qui sont marginalisés. Le gouverneur a passé deux mois (juillet-août 2007) à sillonner la Papouasie, pour visiter des dizaines de villages et écouter les populations. Chaque village recevra et gèrera une somme de 10 000 \$ US pour améliorer ses conditions de vie.

Selon Time magazine, Suebu, élu en octobre 2007 "héros de l'environnement", « *s'est élevé contre les affaires dissimulées et les intérêts militaires qui ont grandement profité du bois des forêts papoues* ». Le gouverneur est très conscient de la relation entre biodiversité et diversité culturelle. Pendant la 13^{ème} réunion de la Conférence de la Convention Cadre des Nations Unies sur le changement climatique et de la Convention sur la Diversité Biologique tenue à Bali en 2007, Suebu s'est adressé aux participants

par une communication intitulée « *Des crimes sur la Forêt à la Forêt pour la vie, la nouvelle politique pour la gestion durable des forêts en Papouasie* ». Les points principaux de cette nouvelle politique sont :

- 1) Rendre aux Papous leurs droits de propriété sur les forêts ;
- 2) Interdire totalement l'exportation de bois;
- 3) Accélérer le développement d'industries locales , et d'une exploitation forestière durable par les communautés ;
- 4) N'accorder des concessions forestières que si elles développent des industries forestières en Papouasie ;
- 5) Soutenir la gestion de la forêt et la plantation d'arbres par les *adat* (communautés autochtones) ; et
- 6) Renforcer le respect de la loi par la multiplication de gardes forestiers bien formés et l'amélioration de la conscience communautaire.

Cette politique a été très mal reçue à Jakarta, car le gouvernement central s'appuie toujours sur l'article 33 de la Constitution qui donne à l'Etat un droit exclusif sur toutes les ressources naturelles, et le pouvoir arbitraire de limiter ou d'abroger des droits des peuples autochtones. La Papouasie a été d'autant plus choquée par l'annonce du Ministre indonésien des forêts, M. » Le gouvernement envisage d'envoyer environ 150 000 familles dans 436 endroits des forêts de Sumatra, Kalimantan et Papouasie occidentale.

Le congrès autochtone

En juillet 2007, des centaines de représentants des quatre coins de Papouasie occidentale se sont rassemblés à Jayapura pour participer au congrès de *Dewan Adat Papua*, DAP/ Conseil Coutumier Papou Ce « Congrès Majeur » se déroule tous les cinq ans, Cet événement, donne la possibilité de prendre des décisions à un niveau intertribal et permet une évaluation des réalisations du DAP. En 2002, les tribus ont élu Tom Beanal comme dirigeant et Leo Imbiri comme secrétaire du Conseil. En 2007, le congrès a élu Forkorus Yoboisembut comme nouveau dirigeant du Conseil Coutumier Papou jusqu'en 2012. Imbiri, continuera comme secrétaire. Le Congrès du DAP a répété sa position sur les droits territoriaux des autochtones : « *La terre, la mer, le ciel et toutes les ressources naturelles abondantes appartiennent*

aux autochtones Papous ; la terre, la mer et le ciel ne peuvent être vendus ni achetés à personne d'autres ; le gouvernement indonésien, les investisseurs et les ONG ont l'obligation de reconnaître, respecter et garantir les droits des autochtones Papous, et tout particulièrement leurs droits à la vie, leurs droits de propriété et leurs droits au bien-être. »

Conformément à l'article 3 de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des Peuples autochtones, le Congrès a accepté la Déclaration Générale selon laquelle l'autodétermination est le droit le plus important des autochtones Papous.

En réaction au décret N° 5/2007, considéré comme une tentative de réduire les conflits politiques à des conflits économiques, le Congrès déclare : *« Le développement et le bien-être de la Papouasie Occidentale n'est rien si l'Indonésie continue à tuer chaque jour des Papous. Le Peuple papou s'est toujours senti menacé et en danger à cause des militaires indonésiens et des services de renseignements. Ces derniers ont recours à des opérations de force silencieuses à travers toute la Papouasie occidentale. C'est pourquoi les Papous poussent le président indonésien Yudhoyono à retirer le personnel militaire et les services de renseignements de la Papouasie occidentale ».*

Le Congrès a également rejeté la politique de fragmentation administrative de Jakarta et a déclaré que les terres de Papouasie Occidentale constituaient une seule région géographique, politique, économique, sociale et culturelle. Le Congrès a enjoint Jakarta de mettre fin à la division des régions en créant de nouvelles provinces, jusqu'à ce qu'un accord et un consensus aient été trouvés, par le biais d'auditions publiques en présence du DAP, de l'Assemblée consultative papoue, du Parlement local papou et du Gouverneur de Papouasie.

Le Congrès DAP a appelé le gouvernement local à :

- Établir des règles et à réglementer l'immigration indonésienne,
- S'opposer à tout programme de transmigration et
- Arrêter la politique de recrutement de main d'œuvre en Indonésie.

En cohérence avec la politique du gouverneur Suebu, les Papous appellent à la fin des exploitations forestières illégales dans toute la Papouasie occidentale.

Les observateurs internationaux

Le lobbying actif et les efforts de persuasion de la part des représentants papous (le DAP, les ONGs, le Presidium Dewan Papua) et du gouvernement de la province ont eu, en 2007, pour résultat un grand nombre de visites internationales en Papouasie occidentale.

En juin, la Rapporteuse spéciale de l'ONU pour la défense des droits de l'homme auprès du Secrétariat général, Hina Jilani, a été invitée en Indonésie. Dans son rapport, elle a exprimé ses inquiétudes envers certain développement en Papouasie occidentale: « *des rapports crédibles font état d'incidents qui impliquent la détention arbitraire, la torture, une surveillance harcelante, la mise en cause du droit de liberté et de mouvement et des efforts des défenseurs des droits de l'homme pour surveiller et enquêter sur la violation des droits. (...)* La rapporteure s'est dite préoccupée par les plaintes des défenseurs de l'environnement, du droit de propriété et de la protection des ressources naturelles, qui reçoivent fréquemment des menaces des personnes privées, aux intérêts économiques puissants. Malheureusement, la police ne fait rien pour les protéger ».

À la suite de leur rencontre avec Hina Jilani, plusieurs représentants Papous ont fait face à de continuelles attaques, tentatives d'intimidation, surveillance et menaces, incluant des menaces de mort.

En novembre, le Rapporteur spécial des Nations Unies sur la torture, Manfred Nowak, a visité les cellules et les prisons dans l'ensemble de l'Indonésie. Il en a conclu que la torture dans les centres de détention indonésiens était largement répandue. Il a sélectionné des prisons à Jakarta, à Yogyakarta et à Wamena en Papouasie occidentale, où avaient été rapportés des comportements abusifs sur les prisonniers ou les suspects. Selon lui, les personnes détenues dans ces endroits avaient peur de parler aux enquêteurs, les médecins des Nations Unies ont trouvé des blessures graves, des cicatrices et des bleus, sur les détenus, prouvant que la torture était ici routinière.

Juste avant la fin de l'année, Eni Faleomavaega, parlementaire des Etats-unis, a finalement eu la permission de visiter la Papouasie occidentale. Dans une lettre au Président indonésien, il a fait part de sa déception quant aux restrictions qu'il a rencontrées : « *J'ai été très déçu de voir qu'à mon arrivée, on m'a une fois de plus refusé l'accès à Jakarta et que la durée de mon séjour a été réduite de 5 jours à seulement deux heures de rencontre avec les dirigeants et la population de Biak et de Manokwari, soi-disant en raison d'inquiétudes sur la sécurité du déroulement de la rencontre.* » « *C'était un vrai cauchemar* », dit Faleomavaega, « *Je pense que cela a été une véritable perte de temps pour moi d'aller jusque là-bas, puis de dire « désolé, je dois partir ». Si le but recherché était de m'intimider...cela m'a irrité plus qu'autre chose parce que je ne pense pas que c'est ce que voulaient le gouvernement, ni le Président. Il est évident que les militaires posent un problème.* »

Le chef autochtone Tom Beanal - qui fut initialement empêché de participer au dialogue - a vivement demandé à M. Faleomavaega d'écouter les revendications de ce peuple qui n'a jamais eu voix au chapitre sur sa destinée.

La situation permanente d'impunité, de corruption, de militarisation et la faiblesse de l'application du droit international exige une surveillance et des sanctions pour la protection et la promotion des droits des autochtones dans la Papouasie occidentale, ainsi que pour la sauvegarde des ressources naturelles et humaines.

Le Groupe International sur les Crises / (*International Crisis Group*) prévoit que la Papouasie restera un problème en 2008 en raison de « *l'impact cumulatif des années de négligence des services sociaux de base, des violations des droits de l'homme impunies, de l'avidité des forces de sécurité, de l'immigration indonésienne incontrôlée, du processus inutile (pemekaran) de fragmentation administrative ... , . Le gouverneur Bas Suebu et ses conseillers font de leur mieux pour avancer, mais ils se heurtent à d'énormes obstacles s.* »

L'aide internationale est nécessaire pour qu'un changement positif ait lieu en Papouasie. De plus, les organisations de la société civile (ONG, organisations communautaires, et organisations autochtones),

ont besoin de la reconnaissance et du renforcement de leur pouvoir, indispensables pour un véritable développement et un changement structurel.

Victor Kaisiëpo est le représentant international du Dewan Adat Papua – et le directeur de l'ONG Papua Lobby.

*Source : The Indigenous World 2008,
traduction GITPA, Laure Bottinelli,
révision Simone Dreyfus- Gamelon*